

## **François Bayrou, président du Mouvement Démocrate : "Seule une majorité centrale pourra prendre les décisions nécessaires"**

La chronique du 26 août 2011

[26-08-2011 RTL](#)

**Jean-Michel Apathie : Bonjour, François Bayrou.**

**François Bayrou : Bonjour.**

**La crise, la dette, l'heure est grave. Vous évoquez tout cela dans un livre que vous publiez cette semaine chez Plon, intitulé "2012, L'état d'urgence". "Ce qui vient d'arriver à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne, écrivez-vous, peut nous arriver d'un jour à l'autre. Baisse du salaire des fonctionnaires, baisse des retraites, coupes sévères et sans pitié dans les dépenses sociales, cela peut être notre sort dans quelques semaines ou quelques mois". Le plan Fillon ne va pas nous éviter cela, François Bayrou ?**

Non, le plan Fillon c'est un plan, j'ai dit que c'était un plan de rustine. Il y a un certain nombre de mesures, toutes ne sont pas mauvaises évidemment, mais un certain nombre sont anecdotiques. L'idée qu'on va taxer les boissons sucrées pour créer un impôt sur Coca Cola ou les sodas, franchement ce n'est pas à la hauteur de la situation. L'idée qu'on va augmenter la TVA des tickets d'entrées dans les parcs à thèmes et les festivals, tout ça n'est pas à la hauteur. On voit qu'on gratte des fonds de tiroir.

Au lieu d'avoir - vous demandez, qu'est-ce qu'il faudrait ? -, au lieu d'avoir un plan cohérent expliqué à tous les Français qui permette de voir quel chemin on va suivre pour s'en sortir. Pardonnez-moi de reprendre votre expression. Vous dites : "Le sujet du livre, c'est la dette", non, le sujet du livre c'est la cause de la dette. Le sujet du livre, c'est "regardons ce qui fait que la France est obligée de s'endetter, regardons pourquoi notre société est à ce point délabrée ou en tout cas en difficulté et répondons aux deux questions, qui selon moi, font que nous sommes dans la situation où nous sommes".

Première question : on ne produit plus en France, donc première question c'est produire. Et deuxième question, c'est instruire, éducation. Produire et instruire, voilà pour moi les deux sujets sur lesquels nous devons concentrer toute notre attention, tous nos efforts et si possible, notre inventivité. Et c'est possible d'en sortir.

**Si on analyse les causes de la dette, quand on est un responsable politique, il faut traiter la dette parce que c'est un problème. Augmenter la TVA, augmenter les impôts, couper dans les dépenses sociales, parce que, vous dites, un grand plan, il aurait fallu un grand plan, mais qui aurait contenu des mesures sans doute difficiles à accepter pour les Français.**

Alors, un, je comprends le gouvernement. Ca ne peut pas être un plan bricolé en quelques jours ou quelques heures comme on a fait pour celui-là. C'est une réflexion de toute la Nation qui dit, un, sur quoi nous devons concentrer nos efforts - je viens de le dire, moi je réponds : produire et instruire. Deux, quelles sont les dépenses que nous devons baisser ? Il y a des dépenses d'intervention de l'Etat, il y a des dépenses des collectivités locales et il faut prendre en compte les deux.

Et troisièmement, quelles sont les ressources nouvelles que nous avons ? Moi j'en propose principalement deux. D'abord, la création de deux tranches supplémentaires de l'impôt sur le revenu, une à 45% au lieu de 41% aujourd'hui pour les revenus élevés ; et une à 50% pour les revenus très élevés. Et deuxièmement, je pense qu'on ne s'en tirera pas sans faire un effort de la Nation toute entière et j'ai proposé que 2% de hausse de la TVA permette d'apporter les ressources nécessaires au rééquilibrage du pays. Parce que si le pays est déséquilibré et continue à être comme ça, bancal, on ne s'en tirera pas. Il faut ajouter que la conséquence du fait qu'on ne produit

plus c'est aussi le chômage, 36.000 chômeurs de plus ce mois-ci, 36.000 au mois de juin, près de 30.000 au mois de mai et tout ça fait...

**... Non pas 36.000 au mois de juin, je crois qu'il y en avait un petit peu moins...**

... Non, je crois que c'était le même chiffre, exactement, mais je peux me tromper...

**... Vous croyez vraiment qu'il est possible d'augmenter beaucoup les impôts et de stimuler l'activité, et qu'il n'y a pas justement l'exemple grec qui nous montre que, quand on nous augmente les impôts, c'est sans doute inévitable, ce n'est pas là qu'on crée de la richesse ?...**

Je veux dire... Toutes les mesures qu'il y a à prendre, on peut forcément les critiquer toutes dans leur principe. Nous préférerions vous, moi et ceux qui nous écoutent, un pays dans lequel il n'y a pas d'impôts ; et nous préférerons vous, moi et ceux qui nous écoutent, un pays dans lequel la dépense publique soutienne à la fois l'activité et les services publics, or...

**... Ca n'est pas ce que je veux dire...**

... Or c'est impossible...

**Et bien, je ne voulais pas dire ça. Je voulais dire, est-ce qu'il n'y a pas quelque chose de faux dans le discours public, qui dit : "On augmente les impôts parce que c'est nécessaire et bon voilà, c'est sans doute nécessaire et en même temps on crée de l'activité, il n'y a pas de problème". On entre en récession, quand on prélève plus d'impôts, il est difficile d'imaginer que les richesses vont créer...**

Non, Jean-Michel Apathie ! Je vous le dit sans risque de me tromper. Il n'y a pas de majorité quelle que soit, il n'y a pas de pouvoir à partir du mois de mai, qui pourra laisser la France dans la situation où elle se trouve. Et ceci est pour moi très important, parce que c'est l'exigence de vérité qui doit présider au débat public, à la préparation de l'élection présidentielle.

Tous ceux qui raconteront des histoires, je le crois, seront sanctionnés par les Français. Les Français, ils veulent deux choses : ils veulent qu'on leur dise en vérité où on en est, qu'on arrête de les trimballer avec des illusions ; et ils veulent qu'on leur montre un chemin pour en sortir. Et je crois que ces deux exigences, sont des impératifs.

**Sondage BVA ce matin sur RTL, lors de l'élection de 2012 : "Préférez-vous la victoire de la gauche ou de la droite ?" : 64% de la gauche.**

Je pense qu'il y a une très grande ambiguïté dans ces questions, c'est laisser croire qu'en France, il n'y a que gauche et droite. Je pense que les Français quand ils répondent à cette question, ils entendent : "Voulez-vous la victoire du pouvoir ou bien un changement qui fasse qu'une nouvelle majorité s'impose" ? En tout cas, moi c'est ce que je crois, je pense que résumer le débat à gauche contre droite, avec la droite qui est dans l'état que l'on voit, et la gauche qui, selon moi, dans son programme, en tout cas, le Parti socialiste, dans le programme qu'il a rendu public se trompe, avec des promesses fallacieuses parce qu'elles ne seront pas respectées. Tout ça n'est pas, me semble-t-il, répondre à l'exigence de vérité qu'on disait.

**Et vous espérez que vous pourrez, entre la droite et la gauche, faire une offre comme vous avez pu la faire en 2007 ?**

Oui, pas seulement entre, autre, parce que ce que je crois et que je soutiens dans ce livre "Etat d'urgence". Ce que je crois, c'est que, ces deux grandes questions, produire et instruire, elles sont insolubles dans le duel droite/gauche que nous vivons depuis cinquante ans. Elles sont insolubles, et que l'Allemagne nous a montré, incroyablement, ils étaient derrière nous il y a sept ans, aujourd'hui, ils écrasent l'Europe. Que seule une majorité centrale, centre-

gauche, centre-droit, est capable d'être la majorité du courage qui prendra les décisions nécessaires.

**Que restera-t-il du fait divers Strauss-Khan dans la vie politique à votre avis, François Bayrou ?**

Je pense que c'est une question qui se pose d'abord à lui, puis peut-être aussi, une exigence pour les responsables publics.

**Je ne vous ai pas demandé si vous seriez candidat en 2012...**

... Voilà, vous connaissez la réponse à cette question. Il n'y a que l'élection présidentielle qui permette de poser comme nous venons de le faire, devant le pays, les questions de son avenir. Et donc, c'est à l'élection présidentielle, bien entendu, que peuvent se défendre des projets qui sont des projets de changement et de nouvelles espérances dont la France a besoin.